

## POURQUOI JE COMBATS LA DÉMAGOGIE DE JEAN-LUC MÉLENCHON ET CELLE DE SES SUIVISTES DANS LFI ET AU PCF

Le fameux tribun s'est lancé dans une diatribe qui en dit long sur ses ambitions politiques et sa conception de la politique. Il a déclaré récemment : « Qui est l'acteur de l'histoire ? Si ce n'est pas le peuple, alors dites-moi qui c'est ? Et que j'aie vite les voir, à la porte des usines ? Enfin tout ça, c'est une mauvaise blague ! La difficulté qu'on a à s'organiser aujourd'hui est terrifiante. Pourquoi tout passe par les élections ? En 2027, vous comptez quoi ? (Sur un ton ironique) Sur la charte d'Amiens pour gagner ? La grève générale révolutionnaire pour collectiviser l'économie ? C'est ça, votre truc ? Oui, pourquoi pas. Allez-y, je vous suis ! Mais ce n'est pas ça qui est à l'ordre du jour. Je préfère compter sur le fait qu'on gagne électoralement en 2027, parce que là, on aura quoi ? La légitimité du pouvoir, c'est-à-dire la volonté populaire pour dire : on les a élus pour ça, et ben maintenant, ils vont le faire. »

Ces propos de Jean-Luc Mélenchon exposent une stratégie centrée sur la conquête électorale du pouvoir d'État comme vecteur principal de transformation sociale. Une analyse matérialiste permet d'en proposer une réfutation, non sur un plan moral ou tactique, mais sur le terrain des conditions historiques réelles de la transformation sociale.

### UNE CONCEPTION DÉFORMÉE DU SUJET HISTORIQUE

Le discours repose sur l'idée que « le peuple » constitue le sujet unifié de l'histoire. Cette catégorie, présentée comme évidente, efface pourtant la réalité fondamentale des sociétés capitalistes : leur structuration en classes sociales aux intérêts antagonistes.

En substituant le peuple aux classes, cette conception neutralise la contradiction centrale entre capital et travail. Elle transforme un rapport de force structurel en simple agrégation électorale. Or l'histoire des sociétés modernes montre que les transformations décisives naissent des conflits de classe organisés, et non d'une addition arithmétique de suffrages.

Cette substitution n'est pas neutre : elle déplace le terrain de la lutte du champ social vers le champ institutionnel, où les rapports de force économiques sont déjà largement cristallisés.

### L'ILLUSION DE LA SOUVERAINETÉ ÉLECTORALE SUFFISANTE

Le cœur du discours repose sur une affirmation implicite : la victoire électorale confère une capacité directe de transformation.

« On les a élus pour ça, et ben maintenant, ils vont le faire. »

Cette idée suppose que l'État serait un instrument immédiatement disponible pour appliquer un programme politique. Or l'expérience historique montre que l'État est inséré dans un ensemble de rapports sociaux, économiques et internationaux qui limitent structurellement son autonomie.

La séquence ouverte en 1981 en fournit une illustration : malgré une majorité politique solide et un programme de rupture partielle, les transformations structurelles ont été rapidement contenues par les contraintes du capital national et international. Les nationalisations elles-mêmes n'ont pas suffi à modifier durablement les rapports de production.

La leçon n'est pas circonstancielle mais structurelle : la conquête du gouvernement ne coïncide pas avec la conquête du pouvoir économique.

### LA MARGINALISATION DU RÔLE DU MOUVEMENT SOCIAL

Le discours oppose implicitement la stratégie électorale aux formes d'action issues du mouvement ouvrier, notamment la grève générale et l'auto-organisation.

Cette mise à distance traduit une hiérarchisation stratégique problématique. Dans toutes les grandes séquences historiques de conquêtes sociales, les avancées durables ont été le produit d'un rapport de force construit dans les lieux de production et dans la société civile organisée.

Les institutions politiques n'ont fait que traduire, partiellement et souvent tardivement, des rapports de force préexistants. En ce sens, l'action électorale n'est jamais créatrice du changement en elle-même, mais réceptrice d'un rapport de force extérieur.

La réduction de cette dimension à un horizon secondaire affaiblit mécaniquement toute stratégie de transformation sociale.

#### UNE LECTURE INSTITUTIONNALISTE DU POUVOIR

La stratégie défendue repose sur une conception institutionnelle du pouvoir politique : une majorité élue disposerait d'une légitimité suffisante pour imposer des transformations économiques majeures.

Or cette vision sous-estime la nature profondément sociale du pouvoir. Le pouvoir ne réside pas uniquement dans l'État, mais dans l'ensemble des relations économiques, productives et organisationnelles qui structurent la société.

Dans le capitalisme contemporain, ces relations sont fortement concentrées et transnationalisées, ce qui réduit considérablement la portée d'une action exclusivement institutionnelle.

#### UNE CONTINUITÉ AVEC LES LIMITES DU RÉFORMISME D'ÉTAT

Cette orientation s'inscrit dans la continuité des expériences de transformation par l'État, dont l'épisode de 1981 constitue un exemple central. Celui-ci montre que même des majorités politiques fortes ne peuvent transformer durablement les structures économiques sans un mouvement social massif, autonome et durable.

En l'absence de ce rapport de force, les réformes institutionnelles tendent à être neutralisées, réorientées ou intégrées dans la logique dominante.

#### CONCLUSION : CONTRE LES ILLUSIONS ÉLECTORALISTES

L'analyse conduit à une conclusion claire : la stratégie centrée sur la seule conquête électorale du pouvoir d'État repose sur une surestimation de la capacité transformatrice des institutions.

Aucune transformation sociale profonde ne peut être obtenue par un homme providentiel, ni même par une majorité parlementaire isolée de la dynamique sociale réelle. De même, aucune stratégie fondée uniquement sur la voie électorale ne peut remplacer la construction d'un rapport de force dans le monde du travail.

La lucidité politique consiste à reconnaître cette double exigence : sans mouvement social organisé, massif et unitaire, la conquête électorale reste sans portée historique réelle.